

complet de numismatique ancienne (1851, in-18); *Jean de Fabas* (Saint-Brieuc, 1854, in-18); *Diocèse de Saint-Brieuc, histoire et monuments* (Saint-Brieuc et Paris, 1854, grand in-80, avec un atlas de 13 grandes planches); *Etude sur la révolution en Bretagne* (1858, in-80), en société avec M. Geslin de Bourgogne; *Numismatique mérovingienne; Etude sur les monnaies, les noms de lieux et la fabrication de la monnaie* (1865, in-80), extrait de la *Revue archéologique*, etc. M. Anatole de Barthélemy possède une collection de monnaies champenoises fort estimée des amateurs.

BARTHELEMY (Edouard-Marie DE), archéologue et historien français, frère du précédent, né à Angers (Maine-et-Loire) le 21 novembre 1830, a également embrassé la carrière administrative; il est devenu auditeur au conseil d'Etat. Collaborateur au *Bulletin monumental* du laboratoire antique M. de Caumont, il a publié un grand nombre de mémoires relatifs au département de la Marne, tels que : *Essai historique sur les comtes de Champagne* (Châlons, 1853, in-80); *Etudes biographiques sur les hommes célèbres nés dans le département de la Marne* (Châlons, 1853, in-12); *Claude d'Epense, David Blondel et Perrot d'Abancourt* (1855, in-80); *Châlons pendant l'invasion anglaise* (1852, in-80); *Correspondance inédite des rois de France avec le conseil de ville de Châlons-sur-Marne* (1855, in-12); *la Réforme et la Ligue à Châlons* (1851, in-80); *Statistique monumentale de l'arrondissement de Sainte-Menehould* (Caen et Paris, 1852, in-80); *Cartulaires de l'évêché et du chapitre de Saint-Etienne de Châlons-sur-Marne* (Châlons et Paris, 1853, in-80); *Abbayes du département de la Marne* (Paris, 1853, in-12), etc. Il a résumé tous ces travaux dans une *Histoire de la ville de Châlons-sur-Marne et de ses institutions, depuis son origine jusqu'en 1789* (Châlons, 1859, in-80), ouvrage qui a obtenu, en 1855, une mention honorable de l'Académie des inscriptions. On a encore de M. Edouard de Barthélemy : *la Noblesse en France, avant et après 1789* (1858, in-18); *De la noblesse au XIX^e siècle et du rétablissement des dispositions principales applicables à l'usurpation des titres* (1858, in-18); *les Princes de la maison de Savoie* (grand in-12, 1860), actualité du genre sérieux; *Etude historique sur le règne de François II* (brochure, 1861); *les Livres nouveaux* (2 vol. in-80, 1862). Il a donné, d'après un manuscrit autographe conservé au château de la Roche-Guyon, une édition nouvelle et intéressante du fameux livre des *Maximes*, sous le titre : *Œuvres inédites de La Rochefoucauld, publiées d'après les manuscrits conservés par sa famille* (in-80, 1862), titre qui ne tient pas tout ce qu'il promet, attendu qu'il s'agit moins des œuvres inédites (elles sont peu nombreuses) que d'une forme différente et de la première ébauche d'œuvres connues. Une *Notice historique sur le duc de La Rochefoucauld*, signée de M. E. de Barthélemy, occupe la première partie du volume. Citons aussi de cet écrivain : *les Amis de la marquise de Sablé*, recueil de lettres des principaux habitués de son salon, annotées et précédées d'une introduction historique sur la société précieuse au XVII^e siècle (in-80, 1865). Enfin M. Edouard de Barthélemy a publié, avec M. Louis de La Roque : *Catalogue des gentilshommes du Bourbonnais, Nivernais et Donzais, qui ont pris part ou envoyé leur procuration aux assemblées de la noblesse pour l'élection des députés aux états généraux de 1789*, d'après les documents officiels (1865, in-80); *Catalogue des gentilshommes d'Artois, Flandre et Hainaut, qui ont pris part*, etc. (1865, in-80); *Catalogue des gentilshommes de l'Île-de-France, Soissonnais, Valois, Vermandois, qui ont pris part*, etc. (1865, in-80); *Catalogue des gentilshommes d'Alsace, Corse et Comtat Venaissin, qui ont pris part*, etc. (1865, in-80), etc., etc.

BARTHELEMY-SAINT-HILAIRE (Jules), érudit et philosophe, né à Paris en 1805. Longtemps attaché au ministère des finances, il n'en écrivit pas moins dans le *Bon sens*, qu'il avait fondé avec Rodde et Cauchois-Lemaire, sans le *Constitutionnel*, dans le *National* et autres journaux d'opposition. Vers 1833, il se livra entièrement à ses travaux d'érudition et entreprit, pour faire suite au Platon de M. Cousin, cette traduction complète d'Aristote qui sera le monument littéraire de sa vie, et qui lui fit donner la chaire de philosophie grecque et latine au collège de France (1838). L'année suivante, il fut appelé à l'Académie des sciences morales et politiques. En 1848, le savant professeur rentra dans la politique et devint chef du secrétariat du gouvernement provisoire, puis représentant du peuple à la Constituante et à la Législative. Il vota avec le parti républicain modéré, quelquefois avec la droite, prit part (comme administrateur du Collège de France) à la suspension du cours de M. Michelet, et encourut des attaques assez vives pour d'autres actes inspirés par l'esprit de réaction. Toutefois, après le 2 décembre, il quitta sa chaire et la direction du collège de France, quoique le pouvoir ne lui imposât pas, dit-on, de prêter un serment contraire à ses convictions, qui se révélaient, il faut l'avouer, un peu tard. On n'en doit pas moins rendre justice à cet acte de conscience et de désintéressement. Outre ses travaux sur Aristote et sa grande traduction, on a de lui : *De l'école d'Alexandrie*, précédé d'un *Essai sur la méthode des alexandrins et le mysticisme*;

Des védas; Du Bouddhisme; des rapports sur diverses questions de philosophie ancienne, etc.

BARTHELEMY (MASSACRE DE LA SAINT-), 24 août 1572. Au moment d'esquisser ce tragique épisode, dont le récit semble un feuillet sanglant détaché de l'histoire de quelque monarchie barbare de l'Orient, nous nous trouvons en présence des solutions diverses que les écoles historiques ont données tour à tour, de ce que M. Henri Martin, notre cher et grand historien, a nommé le *problème de la Saint-Barthélemy*.

L'extermination générale des protestants a-t-elle été préméditée longtemps à l'avance par la grande reine et poursuivie jusqu'au dénouement avec une admirable dissimulation, comme l'affirment cyniquement Davila, Capilupi, et d'autres panégyristes, fanatiques, pour qui les forfaits des grands sont toujours des traits de génie, et comme l'ont cru ensuite les protestants et les historiens de l'école philosophique?

Ce grand crime fut-il entièrement politique, comme d'autres ont cherché à l'établir, dans une pensée de réhabilitation, et fut-il provoqué par quelques complots des réformés? Les représentants de la religion dominante n'y eurent-ils aucune part, et ne doit-on l'attribuer qu'à une explosion du fanatisme populaire, etc.?

Toutes ces théories, et d'autres encore, ont eu leurs partisans. Et même, fait qui pourrait sembler extraordinaire à qui ne tiendrait pas compte des égarements de l'esprit de système, après le XVIII^e siècle, après la Révolution, à notre époque même, ces sacrifices humains ont trouvé des apologistes, non-seulement parmi les énergumènes qui s'imaginent défendre la religion en glorifiant toutes les violences dont elle a été le prétexte, mais encore parmi les théoriciens d'une philosophie dévoyée, qui prétendent justifier tous les faits de l'histoire en les rattachant à un plan immuable et providentiel.

Nous n'avons pas, on le comprend, à discuter ici toutes ces doctrines, qui ont été discutées tant de fois, et notre tâche doit se borner à résumer les faits aussi exactement que les documents nous permettent de les entrevoir, sans passion, sans esprit de parti, mais aussi avec une consciencieuse fidélité, et sans aucune de ces complaisances dont on ne trouve que trop d'exemples parmi les écrivains qui ne recherchent que les vagues fructueuses ou les éphémères succès de parti.

On sait qu'après la paix de Saint-Germain, Coligny, le grand amiral et le chef des protestants, fut attiré à la cour par Catherine de Médicis et Charles IX, à force de caresses et d'obsessions. Le vieux capitaine s'était remis avec une confiance héroïque entre les mains de ses ennemis, non qu'il fût bien assuré de ne pas marcher à sa perte, mais dans le désir de contrebalancer la faction espagnole et lorraine, de guérir les maux de la France, épuisée par les guerres civiles, et d'employer les énergies nationales dans une guerre étrangère, aux Pays-Bas, qu'ensanglantait le duc d'Albe; expédition qui, dans sa pensée, avait pour but l'extension de nos frontières et l'affranchissement des protestants de ce pays. Dès que l'amiral crut avoir une chance sérieuse de décider le roi à entreprendre cette guerre, il vint à Blois, où était alors la cour (septembre 1571). « Nous vous tenons maintenant, lui dit Charles IX avec une gaieté bienveillante; vous ne nous échapperez plus. » Plus tard, on chercha dans ces paroles une équivoque sinistre; mais il est vraisemblable qu'alors Charles IX, un peu las de la tutelle de sa mère et des Guises, et qui se défiait de son frère, le duc d'Anjou, était préoccupé surtout, quelles que fussent, d'ailleurs, ses arrière-pensées, du désir de s'attacher le vaillant capitaine. Ce n'était point le sentiment moral, absolument nul chez lui, mais l'intérêt personnel qui parlait. Violentement capricieux, fantasque, parfois même à demi-fou, il était d'ailleurs inhabile pour une si longue perfidie. Capable de commettre le crime, il ne semble pas que son tempérament le rendit propre à le méditer.

Cependant, qui pourrait affirmer d'une manière absolue que ce furieux, dépravé par une éducation italienne, nourri dans les principes de Machiavel et des Borgia, fût entièrement de bonne foi? Un de ses grands admirateurs nous dit crûment : « Le roi ne faisait point de difficulté de fausser sa foi toutes et quantes fois qu'il voulait et lui venait en fantaisie. » (BRANTÔME, *Vie de Charles IX*.)

Quoi qu'il en soit, il reçut l'amiral comme un sauveur; il l'appela son père; il lui accorda tous les égards pour lui et pour son parti; il fit son entrée solennelle dans Paris en lui donnant la place d'honneur, à sa droite; il fit abattre, à sa requête, une pyramide élevée rue Saint-Denis, sur l'emplacement de la maison d'un marchand nommé Gastine, brûlé pour avoir prêté son logis à une assemblée de protestants; enfin il parut vouloir se conduire entièrement d'après ses avis. Le parti lorrain, les Guises semblaient en pleine disgrâce; les ultra-catholiques remplissaient les chaires de leurs déclamations, et le prédicateur du roi, lui-même, Sorbin de Sainte-Foix, attaqua hardiment Charles IX, et ne craignait pas d'exhorter le duc d'Anjou à poursuivre l'œuvre de l'anéantissement des hérétiques, en apparence abandonnée par son frère.

Quant à Catherine, nul doute qu'elle n'ait

constamment nourri l'idée de détruire les chefs protestants, et particulièrement Coligny; mais il est peu probable qu'elle eût un plan arrêté. Fausse, implacable et perfide, mais flottante, irrésolue, embarrassée dans ses propres intrigues, elle était partagée entre la soif du pouvoir, la crainte des Guises, ses redoutables alliés, et sa préférence pour son fils Anjou, la méprisable femelle italienne. Le fond de sa politique n'était que mensonge et trahison; mais elle aussi nous apparaît comme bien plus propre à exploiter les événements qu'à les diriger, à saisir les occasions qu'à les faire naître. Toutefois, si l'on peut lui contester l'effroyable mérite d'avoir seule combiné de longue main, ourdi, dirigé le complot, il est indubitable qu'elle avait depuis longtemps promis sa coopération pour cette œuvre sanglante, que la faction ultra-catholique poursuivait depuis longtemps avec une implacable ténacité. Capilupi rapporte qu'en 1568 elle eut une conversation avec le nonce, qui la pressait sur cet objet. Catherine donna l'assurance « qu'elle et Sa Majesté n'avaient rien plus à cœur que d'attraper un jour l'amiral et ses adhérents et d'en faire une boucherie mémorable à jamais. »

Cependant, tandis que Coligny nourrissait l'esprit du roi des plus vastes projets : extension des frontières et du patronage de la France, organisation de la marine, abaissement de la puissance espagnole, non-seulement dans les Pays-Bas, mais encore dans le nouveau monde; tandis que le grand patriote rêvait d'effacer toutes les divisions de partis en occupant toutes les forces et toutes les volontés dans de grandes entreprises nationales, l'odieux complot s'organisait autour de lui. Jeanne d'Albret était morte en juin 1572, empoisonnée, suivant l'opinion générale alors et contestée depuis. Strozzi, le vieux La Garde (dont le nom sinistre rappelait les massacres de Cabrières et de Mérindol), vidaient les arsenaux de La Rochelle, la place forte des protestants, sous le prétexte d'armer la flotte pour l'expédition des Pays-Bas. La faction espagnole, les Tavannes, les Gondi, etc., combattait ouvertement les plans de l'amiral. Les Guises introduisaient successivement une armée dans Paris, gentilshommes de leurs innombrables fiefs, spadassins nourris par eux, clients de toute condition que leur fournissait le parti, etc. Appuyés sur le puissant clergé de Paris et sur le gros de la population, soutenus par une partie de la cour, ils apparaissaient déjà comme les maîtres de la situation. Les protestants, au contraire, quoique représentés dans la capitale par l'élite de leurs chefs et de leurs hommes d'épée, n'étaient pas en nombre suffisant pour se protéger eux-mêmes et défendre leurs coreligionnaires de Paris. Des rumeurs sinistres leur venaient de toutes parts; de furieux prédicateurs, les évêques Sorbin et Vigor, le cordelier milanais Panigarola et cent autres tonnaient contre eux et préchaient nuit et jour leur extermination. Mais, outre leur fierté naturelle, le devoir les retenait autour de leur chef. Quant à Coligny, sans fermer les yeux sur le danger, il se croyait assez sûr du roi pour dominer la situation, couvrir son parti et réaliser ses projets patriotiques. Sa confiance était telle, qu'il fit remettre au roi, avant l'époque fixée par le dernier traité de paix, trois des places de sûreté des protestants, La Charité, Sancerre et Cognac. D'ailleurs, il l'avait dit récemment : « J'aime mieux être trahi mort par les rues de Paris que de rentrer dans la guerre civile. » (DE THOU.)

Après avoir longtemps balancé, tergiversé, dissimulé, Catherine entra décidément en lutte contre l'amiral, dont l'influence semblait menacer la sienne, se prononça pour le parti espagnol et papal, obséda Charles IX pour lui arracher la promesse de la paix; et enfin, donnant un corps aux vagues pensées de meurtre qui flottaient dans son esprit depuis bien des années, elle tint conseil pour se débarrasser de l'amiral (*Mémoires de Tavannes*).

C'est sous ces auspices et au milieu des complots de toute nature que furent célébrées, à Notre-Dame, les noces de Henri de Navarre et de Marguerite, sœur de Charles IX. Ce mariage mixte était un gage d'alliance et de paix avec les réformés, et le roi le conclut malgré l'opposition du saint-siège. Qui n'aurait alors cru à sa bonne foi? Cette cérémonie était, pour les catholiques, l'abomination de la désolation. Ils avaient prédit que les noces seraient vermeilles, c'est-à-dire qu'elles seraient ensanglantées par un combat ou un massacre. Aux protestants restés hors de l'église pendant la messe, ils disaient insolemment : « Vous y entrerez bientôt malgré vous. »

Néanmoins, malgré les plus furieuses excitations, le mariage se célébra paisiblement le 18 août, et les fêtes durèrent quatre jours. Le jour même du mariage, on fit signer à Charles IX un ordre aux gouverneurs d'arrêter tout courrier ou tout autre qui passerait les monts dans six jours. Or, le sixième jour après la date de cette lettre fut le 24 août, jour de la Saint-Barthélemy. Coïncidence fortuite peut-être, mais bien étrange. On sait, en effet, que cette arrestation des courriers, cette interruption de communications était une vieille coutume de guerre, coutume qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours et qui était toujours le signe d'un mouvement ou d'un projet de mouvement.

Evidemment, le massacre était arrêté en principe, et Tavannes nous donne, dans ses *Mémoires*, un plan que lui-même avait suggéré pour exterminer les protestants pendant les fêtes du mariage, au moyen d'un guet-apens de combat simulé.

Cette farce sanglante ne put avoir lieu; mais les bals et mascarades furent du moins égayés par d'étranges mystifications contre Navarre, Condé et les protestants, qui furent battus, ridiculisés, retenus en enfer, pendant que leurs femmes, costumées en nymphes, triomphaient aux bras de danseurs orthodoxes en des ballets dont l'impudicité dut seule être un supplice pour l'austérité des huguenots.

C'est par ces significatives et menaçantes comédies que Catherine, Anjou, les Guises et toute la faction préludaient à l'assassinat.

Le premier acte du drame fut combiné et débattu entre deux femmes. Catherine de Médicis fit venir en secret la duchesse de Nemours, veuve du grand Guise (qui avait été tué par le protestant Poltrot), et la mit en demeure de poursuivre la vengeance de sa maison en tuant Coligny. La reine mère, suivant le témoignage de graves historiens (De Thou, et *Mémoires de l'Etat de France*), avait fait la combinaison machiavélique de détruire les uns par les autres, huguenots, lorrains et politiques, et d'écraser ensuite les Guises, vainqueurs présumés. A tout hasard, ceux-ci, qui avaient des forces considérables sous la main, consentirent à se charger de l'horrible initiative. Leur furie de sang était telle, que le jeune Guise voulait d'abord que sa mère elle-même tuât, d'une arquebuse, l'amiral dans les salles du Louvre (*Lettre du nonce SALVIATI*). Mais on s'arrêta à des moyens plus pratiques. Les Guises nourrissaient depuis longtemps un assassin spécial pour tuer Coligny, Maurevert, expert en ces besognes sanglantes. On le cacha chez le chanoine Villehurlu, au cloître Saint-Germain l'Auxerrois, et pendant trois jours il attendit le passage de l'amiral, caché derrière un treillis de fenêtre, avec une arquebuse chargée de balles de cuivre. Le vendredi 22 août, comme Coligny revenait à pied du conseil et lisait une requête en se rendant à son petit hôtel de la rue Béthisy, il passa devant la fenêtre fatale, et reçut le coup de feu presque à bout portant. Une balle lui emporta l'index de la main droite; une autre se logea dans son bras gauche. En présence de l'illustre victime, la main du misérable avait tremblé; il s'enfuit par les derrières de la maison, sur un cheval tiré de l'écurie des Guises et qui l'attendait, sellé et bridé, dans l'arrière-cour.

Sans s'émouvoir, Coligny montra, de sa main mutilée, la fenêtre d'où était parti le coup, et dit aux amis qui l'entouraient : « Avertissez le roi. »

Charles IX jouait à la paume avec le duc de Guise et Téligny, gendre de l'amiral. Il pâlit, jeta sa raquette avec colère, orlonna une enquête, défendit aux bourgeois de s'armer, jura qu'il punirait les coupables, et envoya un détachement de ses gardes pour protéger l'amiral en son logis. Sans doute, tout cela prouverait assez qu'il n'était pas encore dans la confiance du complot. Mais on doit remarquer que la reine mère elle-même affecta une violente indignation, à la nouvelle de ce crime qu'elle avait préparé.

Quoi qu'il en soit, Charles IX, sur l'invitation de Coligny, se rendit dans l'après-midi auprès du blessé et l'accabla de marques d'intérêt. Catherine et Anjou l'avaient accompagné, soit pour masquer leur complicité, soit plutôt pour épier les paroles de la victime.

Cependant, quoique l'illustre chirurgien Ambroise Paré répondit de la vie de l'amiral, et que le crime parût manqué, Paris était plein de l'agitation qui précède les grandes crises. Les gentilshommes protestants se concentraient autour de l'hôtel de la rue Béthisy, accusant hautement les Guises de l'assassinat. Les quartiers, sous l'impulsion des confréries et du clergé, prenaient les armes, malgré les défenses du roi. Anjou, pour ne point laisser la première place au duc de Guise, à la tête du parti catholique, se promenait dans un coche à travers la ville, semant sur sa route le faux bruit que Montmorency (le chef des politiques) allait tomber sur Paris avec un gros corps de cavalerie; sur moyen d'augmenter l'émotion et de hâter, par une panique, le massacre des protestants.

Le 23, conseil chez la reine mère, auquel assistaient Gondi (Retz), le chancelier Birague, le maréchal de Tavannes, Anjou et le duc de Nevers. « Des quatre conseillers qui aidèrent la veuve et les fils de Henri II à souiller nos annales d'une tache ineffaçable, trois étaient étrangers à la France. Ils arrêtèrent leur plan, puis allèrent, tous les six, trouver le roi dans son cabinet au Louvre. Heure fatale, qui décida pour Charles IX de la gloire avec Coligny, ou de la honte éternelle avec Catherine, du rachat de sa jeunesse égarée, ou de sa damnation dans l'histoire. La destinée de la France était suspendue à un mot, à un geste d'une tête faible, d'un esprit sans boussole, presque d'un insensé... » (HENRI MARTIN.)

Ainsi, Charles IX ne savait rien encore de l'effroyable projet, telle est l'opinion assez généralement adoptée aujourd'hui. Toutefois, il convient de rappeler que d'autres historiens, comme Audin et Sismondi, par exemple, ont